

Le monde change sous nos yeux (octobre 2008)

Différents membres de notre Association*, quelques internautes aussi, se sont interrogés sur notre silence au cours des derniers mois : n'y aurait-il rien à commenter sur les sujets de prédilection qui sont les nôtres : le développement durable, la défense de l'environnement et la préservation du climat, les questions énergétiques y compris bien sûr le développement de l'électronucléaire ?

Ce ne sont pourtant pas les évènements qui ont manqué, dans tous ces domaines et cela dans un grand nombre de pays. Un inventaire très incomplet présenté plus loin permet d'en juger.

Non si nous sommes restés muets, c'est d'une part parce que les industriels concernés et la presse en général ont assez bien rendu compte de ces évènements mais surtout parce chacun a l'esprit ailleurs et des préoccupations telles que parler des thèmes qui sont habituellement les nôtres paraît trivial et nombriliste, bref totalement hors du temps.

En effet le monde est visiblement à un tournant : le XXème siècle est maintenant terminé et l'entrée brusque dans le XXIème siècle, comme tout changement soudain, suscite de l'inquiétude.

Nos concitoyens se sont accoutumés à l'idée qu'il faut se préoccuper de l'après pétrole ainsi que du réchauffement climatique aussi n'est-il pas surprenant qu'ils aient progressivement assimilé l'idée que le recours aux énergies renouvelables était une nécessité, sans pour autant qu'ils mettent en œuvre ce qui devrait être un préalable : la recherche des économies d'énergie. Quoi qu'il en soit, ils ont admis avec un certain intérêt les conclusions du « Grenelle » d'octobre 2007 et certains savent même que l'Europe devrait adopter, en principe avant la fin 2008, le 'paquet' environnement de Bruxelles. Ce paquet, comme le Grenelle, a été lancé quand le ciel était bleu et l'horizon dégagé ; qui peut prétendre aujourd'hui que cela soit toujours le cas ?

Voilà, en effet, qu'en quelques mois tout l'environnement s'est trouvé bouleversé :

- L'explosion du prix du pétrole (et du gaz) au cours des premiers mois de 2008 a conduit à un sensible appauvrissement du pays en faveur des pays exportateurs. Même si la France qui produit son électricité à partir du nucléaire a un peu moins souffert que ses proches voisins (Allemagne, Italie, etc.) chacun a pu constater l'envol des prix à la pompe et des factures de gaz. Le repli récent mais important du prix du pétrole ne change guère le sentiment car chacun sait que ce repli peut n'être que provisoire à moins, plus inquiétant encore, qu'il ne soit durable du fait de la récession que chacun pressent.
- La hausse du prix de beaucoup de matières premières, dont certains produits alimentaires de base, vient également abaisser le pouvoir d'achat et beaucoup de nos concitoyens sont contraints d'adapter leurs habitudes.
- Les évènements de Géorgie qui ont envahi début août nos écrans et nos journaux ont, sans préavis, montré que la Russie se relevait et n'était plus prête à subir les humiliations que l'Ouest lui infligeait depuis l'effondrement de l'URSS ni l'encerclement que les Etats-Unis cherchaient à lui imposer. Chacun en Asie Centrale et même en Europe comprend que personne ne peut plus se sentir tout à fait à l'abri. De fait, le monde voit bien qu'une nouvelle guerre froide entre la Russie et les Etats-Unis risque de s'installer : le président W. Bush n'a-t-il pas dès septembre retiré l'accord de coopération nucléaire USA / Russie qu'il avait lui-même signé très avec Vladimir Poutine en juillet 2007 et qui était déposé sur le bureau du Congrès pour ratification ? Le monde sent bien que l'expansionnisme russe sera difficile à arrêter et que Gazprom n'est peut-être que l'un des vecteurs de cet expansionnisme.
- Et voilà que l'interminable crise financière commencée il y a 18 mois aux Etats-Unis, loin de se résorber, induit ses effets sur 'économie réelle' tout près de nous avec des conséquences prévisibles sur l'activité et l'emploi (mots pudiques pour éviter de parler de récession et de chômage) et explose en une violente tourmente comme le monde n'a pas connue depuis plus

de 50 ans, c'est-à-dire plus violente que toutes celles que plus des 3/4 des habitants de la planète ont traversé au cours de leur propre vie.

- Survenant un mois après les évènements de Géorgie, ce cataclysme financier met en lumière le fait que l'Amérique ne mène plus le monde comme elle le faisait naguère et certains même s'interrogent pour savoir si elle est gouvernée.

Bref, en quelques mois, le monde a changé de façon brutale et irréversible. Le transitoire n'est pas encore terminé et nos lecteurs sont plus désireux de savoir aujourd'hui la suite du drame qui se joue sous leurs yeux que de savoir si l'EPR qu'EDF et AREVA construisent à Flamanville sera achevé à l'heure et dans le budget, ou de savoir quand et à qui l'Afrique du Sud commandera ses prochains réacteurs dont elle a un besoin très urgent, mais dont elle ne sait plus très bien maintenant si elle pourra les financer.

Quoiqu'il en soit les discussions sympathiques engagées il y a un an dans le cadre du Grenelle vont faire l'objet d'une 1^{ère} loi actuellement en cours de discussion sans qu'on voie très bien qui, de l'Etat démunie ou des français appauvris, pourra mettre en œuvre les dispositions, aussi louables et nécessaires soient-elles, mais bien sûr coûteuses.

De la même façon, le 'paquet' environnement que l'Europe concocte paraît bien mal engagé : lancé en début d'année sur des bases assez idéologiques ne prenant guère en compte la réalité des faits et moins encore le poids économique des choses, on observe aujourd'hui que la plupart des pays voudraient une révision à la baisse non pas tant de ses objectifs globaux et collectifs fixés imprudemment il y a 18 mois, mais la façon dont ils se déclinent pour chacun d'entre eux ! Les écologistes n'ont sans doute pas tort de craindre une révision à la baisse du plan. Si, en revanche, une telle baisse n'avait pas lieu, il y a tout lieu de craindre, que, une fois entériné, le 'paquet' ne puisse être respecté. Il y a en effet loin du rêve à la réalité et il faut craindre que la défense du climat ne soit victime de la lutte pour la reprise de la croissance et la décrue du chômage. Y a-t-il compatibilité entre la lutte contre la pauvreté et une politique verte ? Un dilemme qui rejoint une question traitée précédemment (6/3/2008) sur la complémentarité ou l'antinomie entre croissance et développement durable ? Bref – la lucidité n'interdisant pas l'humour - peut-on être 'verts' quand on a le blues ?

Par ailleurs, compte tenu des sommes gigantesques englouties dans la crise financière actuelle, il est permis de se demander si les partisans de la relance du nucléaire à l'œuvre dans de nombreux pays pourront trouver des financements dont ils auront besoin.

Les considérations qui précèdent manquent à l'évidence d'originalité et il convient de noter que le responsable de l'action contre le réchauffement climatique à l'ONU vient *d'inviter les dirigeants mondiaux à saisir l'occasion présentée par la crise financière pour rebâtir une économie qui rentabiliserait la défense de l'environnement*. La crise du crédit "peut être utilisée pour progresser dans une nouvelle direction, c'est une chance de promouvoir une croissance économique mondiale verte et de rebâtir un système financier de telle sorte qu'il soutienne une croissance durable".

On comprend bien que le "séisme" qui secoue actuellement le système financier "puisse affecter négativement les négociations internationales sur le réchauffement climatique sous les auspices de l'ONU, il est toutefois difficile d'y voir une « chance ». Certains avaient déjà soutenu récemment que la hausse du prix du pétrole et du gaz était une chance pour réduire nos consommations mais nous n'avons pas souvenance que chacun ait bien apprécié cette chance au cours des derniers mois.

Nous invitons ceux de nos lecteurs plus friands de « nouvelles » que de considérations générales à parcourir la liste des principaux évènements récents dans le domaine habituel à notre Association :

- Retour de l'Inde, après une exclusion de plus de 30 ans, dans la communauté nucléaire internationale, mettant fin à un isolement qui, faute d'énergie, lui interdisait toute perspective de développement rapide et harmonieux;

- L'échec, puis le succès d'EDF dans sa tentative de rachat de British Energy, le seul électricien nucléaire anglais ;
- Les progrès de l'EPR aux Etats-Unis avec la poursuite du dépôt des dossiers devant la NRC et le lancement avec Betchel (et la bénédiction de plusieurs électriciens) de la conception de détail;
- Les incertitudes grandissantes quant au projet de gazoduc Nabucco devant permettre d'évacuer vers l'occident une partie des ressources colossales de l'Azerbaïdjan, compromis tant par les récents évènements de Géorgie que par l'empressement de différents pays européens à prendre des assurances à long terme auprès du russe Gazprom ;
- La recherche en France par l'ANDRA d'un site pouvant accueillir pour stockage des déchets de faible activité et à vie longue (FAVL) ;
- La discussion du projet de loi dit Grenelle I et le lent accouchement du plan européen pour le climat et le développement des énergies renouvelables ;
- Le mauvais vent qui souffle actuellement sur l'éolien français alors que, dans le même temps, le voltaïque sembl-e enfin voir le soleil, qu'on parle sérieusement de parcs d'*hydroliennes* pour récupérer l'énergie des courants de marée tandis qu'enfin les projets de véhicules électriques se multiplient (EDF, Renault et Peugeot semblent eux aussi y croire) au grand dam des écologistes qui craignent que, comme le TGV, le véhicule électrique ne soit aussi nucléaire ;
- Les soucis des professionnels de santé qui rencontrent de plus en plus de difficultés à obtenir les sources de Cobalt 60 et surtout de Technétium 99-m et de Molybdène 99 dont ils ont besoin pour leurs malades – (les 5 réacteurs – Afrique du Sud, Belgique, Canada, France et Pays-Bas – qui existent au monde sont en effet vieillissants) ;
- L'accord entre AREVA et ses partenaires chinois pour exploiter en commun la société UraMin (mines d'uranium en Namibie, Centre-Afrique et Afrique du Sud) et créer ensemble la Joint Venture chinoise d'ingénierie réacteurs ;
- Les révisions en hausse sensible des projections de développement électronucléaire de l'AIEA et l'AIE pour 2030 et 2050;
- La fonte accélérée des glaces arctiques et le recul inexorable des glaciers des Pyrénées.

Abrégeons cette longue liste très incomplète, il aurait fallu citer la possible renaissance du nucléaire aux Pays-Bas, en Europe Centrale, voire en Suède, les ambitions du Brésil dans le pétrole et le nucléaire, les difficultés rencontrées par EDF avec son partenaire US Constellation gravement affaibli par la tourmente financière, les soubresauts allemands sur le nucléaire (arrêt / pas arrêt / report de l'arrêt), les difficultés de Sellafield qui amènent l'Angleterre à retourner, via la France, le plutonium qu'elle doit rendre à ses clients étrangers sous forme de MOX; le lent cheminement du projet Yucca Mountain dont le dossier a enfin été déposé par le DOE devant la NRC et l'ouverture grandissante de l'administration américaine à l'idée de recycler les combustibles nucléaires.

Sans parler des désastreux chiffons rouges qu'agitent sous nos yeux l'Iran ou la Corée du Nord.

Bernard Lenail

* www.uarqa.org (UARGA : Union des Associations d'anciens et de Retraités du Groupe AREVA)